



Au lieu de couper les vivres à l'agence pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), il faut **LE CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET DÉFINITIF À GAZA ET LA PAIX TOUT DE SUITE !**

L'État d'Israël poursuit son opération de destruction systématique du peuple palestinien de Gaza et de tout ce qui peut rappeler son histoire bien antérieure aux colonisations sionistes successives. Mais ce n'est pas sans difficulté.

Sans jamais chercher à imposer le cessez-le-feu, les États impérialistes occidentaux multiplient les déclarations à propos des 2 États, un mot d'ordre vide, qui ne sert qu'à permettre à l'État colonialiste de continuer à massacrer. Car lui-même ne veut pas de cette « solution ». Le gouvernement Netanyahu ne veut que la destruction ou l'exil du peuple palestinien.

Surtout, Israël et ses sponsors tentent de couper les vivres à l'UNRWA. La vraie raison des allégations du gouvernement israélien contre l'UNRWA est de permettre à Israël de tuer sans témoin. L'UNRWA a surtout le grand tort d'avoir fourni beaucoup de matière à la requête de l'Afrique du Sud contre Israël à la CIJ. C'est cela et seulement cela, après l'ordonnance de la Cour, qui explique l'acharnement d'Israël et de ses soutiens impérialistes contre cette agence de l'ONU.

Pourtant, dans l'Union européenne, des voix s'élèvent pour contester les déclarations d'Israël à propos de l'UNRWA et, par voie de conséquence, les décisions des USA et d'une dizaine de pays affidés dont la France de cesser leur financement. Des rapports du *Financial Times* indiquent clairement que les allégations avancées par Israël contre les employés de l'UNRWA manquent de preuves tangibles, jetant ainsi le doute sur la véracité des accusations. De même, lors d'une réunion à huis clos à Bruxelles, le ministre des Affaires étrangères de l'Union européenne, Josep Borrell, a critiqué sévèrement Israël pour son absence de preuves solides concernant l'implication de l'UNRWA dans des événements du 7 octobre. Il a qualifié cette campagne de tentative visant à « tuer » l'agence et a appelé l'Union européenne à ne pas se laisser entraîner dans cette stratégie de déstabilisation. Bien que la suspension de l'aide par la plupart des pays européens ait été annoncée, Borrell, soutenu notamment par l'Espagne et la Belgique, a insisté sur la nécessité de maintenir voire d'augmenter le financement de l'UNRWA.

Partout dans le monde, la mobilisation de millions dans le monde entier, pour le cessez-le-feu se poursuit. Pour nos organisations, c'est bien « *au tour du mouvement ouvrier de faire entendre sa voix et de réclamer le cessez-le-feu* », et c'est bien la mobilisation des travailleurs dans le cadre de la solidarité ouvrière internationale qui imposera la paix. **Sur cette base, nous réaffirmons notre solidarité à l'égard de la population, des travailleurs palestiniens et israéliens et de leurs syndicats, solidarité indissociable du rejet de toute forme de racisme, de xénophobie et d'antisémitisme, et notre opposition à toutes les guerres impérialistes et à ceux qui les nourrissent.**

Nos organisations continuent à exiger la libération de tous les otages et appellent à poursuivre et amplifier la mobilisation, notamment en signant massivement la lettre-pétition aux députés et sénateurs de l'Aisne pour qu'ils exigent avec la population :

**LE CESSEZ-LE-FEU IMMÉDIAT ET PERMANENT AVEC
L'ARRÊT DES BOMBARDEMENTS SUR GAZA
ET DES DÉPLACEMENTS FORCÉS DE POPULATION ;
LA LEVÉE DU BLOCUS DE LA BANDE DE GAZA ET LA PAIX TOUT DE SUITE !
LE RESPECT DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES,
INDIVIDUELLES ET COLLECTIVES
DONT LE DROIT À SE RASSEMBLER ET À MANIFESTER !**

**SAMEDI 10 FÉVRIER 2024, à 11h00
RASSEMBLEMENT
SAINT QUENTIN – Place de l'Hôtel de Ville**